

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, le 13 novembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur", a donné le 21 janvier 1998 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 november 1997 door de Staatssecretaris voor Veiligheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden voor erkenning van de scholen voor het besturen van motorvoertuigen", heeft op 21 januari 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet entend fixer les conditions d'agrément des écoles de conduite qui seront autorisées à dispenser l'enseignement théorique et pratique requis par la réglementation relative au permis de conduire.

Selon l'article 2, toutes les écoles de conduite qui satisferaient aux conditions arrêtées par le Roi ne seront agréées que "Si l'intérêt général le justifie"; autrement dit l'agrément peut leur être refusé pour des considérations d'intérêt général. Il en va de même de l'autorisation prévue à l'article 4.

Les articles 2 à 4 de l'arrêté en projet sont directement inspirés des articles 75 à 77 de l'arrêté royal du 6 mai 1988 relatif au classement des véhicules en catégories, au permis de conduire, aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire et aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur, dispositions que ce dernier arrêté a lui-même repris de l'arrêté royal du 17 avril 1968 déterminant les conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules automoteurs.

Ces dispositions n'ont pas suscité, dans le passé, d'observations de la part de la section de législation du Conseil d'Etat.

Il convient toutefois d'avoir égard à un élément nouveau, à savoir la jurisprudence développée depuis lors par la Cour de justice des Communautés européennes en ce qui

.../...

concerne la liberté d'établissement et la libre prestation de services.

La condition relative à l'exigence préalable d'un agrément et, le cas échéant, d'une autorisation dont la délivrance est conditionnée par l'existence d'un établissement stable n'est pas en soi contraire au droit communautaire, dès lors qu'elle est justifiée par l'intérêt de la sécurité routière et la nécessité de soumettre, de ce fait, l'activité réglementée à un contrôle effectif et efficace.

Cette condition n'est pas discriminatoire en ce qu'elle s'applique indistinctement aux nationaux et aux ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne.

On peut toutefois se demander si le découpage territorial et les conditions extrêmement restrictives dans lesquelles l'activité pourrait être exercée dans la zone territoriale considérée - on pense en particulier à l'article 4 de l'arrêté en projet - sont conciliables avec l'objectif d'intérêt général poursuivi et les nécessités du contrôle. Le Conseil d'Etat, section de législation, a des craintes à cet égard et ne peut qu'inviter les auteurs du projet à réexaminer cette question à la lumière de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Si ces restrictions territoriales étaient, au terme de ce réexamen, maintenues, il conviendrait cependant de fixer, dans l'arrêté lui-même, les critères de sélection des impétrants. Il va de soi que ces critères devraient être objectifs, non-discriminatoires et adéquats.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERESArticle 10

L'article 10, 2º, en projet reproduit les termes de l'article 83, 3º, de l'arrêté royal du 6 mai 1988 précité, en omettant les mots "y compris l'armée et la gendarmerie" qui y figurent (1).

La question se pose de savoir si établir une incompatibilité entre un emploi dans une école de conduite et une fonction d'agent de l'Etat se justifie pour des raisons objectives (2), et dans l'affirmative, si établir une telle incompatibilité pour les agents de l'Etat, mais non pour les membres de l'armée et de la gendarmerie ou pour les agents d'autres pouvoirs publics (Communautés, Régions, provinces, communes, entreprises publiques autonomes, ...) ne constitue pas une discrimination contraire à l'article 10 de la Constitution.

(1) et qui figuraient déjà à l'article 10, 3º, de l'arrêté royal du 17 avril 1968 précité.

(2) Et à ce propos, il n'est pas inutile de rappeler l'existence de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics, qui établit déjà une interdiction de principe des cumuls, interdiction à laquelle il est toutefois possible de déroger.

Article 11

Comme la disposition qui figure au 4º ne constitue pas une "condition", il convient de l'extraire de l'énumération et d'en faire un alinéa distinct.

Article 15

Dans le paragraphe 4, 2º, alinéa 1er, il est proposé d'écrire "sans que les performances prescrites pour ces dispositifs en soient altérées" plutôt que "tout en gardant les performances prescrites pour ces dispositifs".

Dans le paragraphe 4, 2º, alinéa 4, il est question d'un signal sonore qui indique que l'instructeur "évite l'actionnement des commandes des dispositifs de freinage de service ou de l'embrayage", alors que dans le paragraphe 4, 2º, alinéa 1er, l'équipement décrit est destiné à permettre que "l'élève et l'instructeur puissent [...] actionner [ces dispositifs] séparément". Il convient dès lors d'harmoniser la rédaction des alinéas 1er et 4.

Article 17

Dans le texte français du paragraphe 1er, une erreur s'est glissée. Il y a lieu d'écrire "chargement", non "changement".

.../...

Article 20

A l'alinéa 1er, 3°, l'article défini manque. On écrira :

"3° les connaissances générales ...".

Article 30

Cette disposition doit commencer par les mots : "Les chambres fixent ..." et non "Les jurys fixent ...", puisqu'il n'est institué qu'un seul jury.

Article 33

L'alinéa 1er confère au ministre ou à son délégué un pouvoir excessif, en ce qu'il ne détermine pas l'objet et l'étendue des instructions qu'ils sont en mesure de donner aux écoles de conduite.

OBSERVATIONS FINALES

1. Le numérotage des chapitres et sections se fait en chiffres cardinaux romains, sauf pour la section première et le chapitre premier, dont le numérotage s'écrit en toutes lettres.

.../...

2. Il ne se justifie pas de consacrer un chapitre entier à un seul article, qui ne comporte que trois définitions. Cette observation vaut pour le chapitre premier consacré aux définitions. L'article 1er pourrait être intégré dans le chapitre II, devenant le chapitre premier.

3. Il y a lieu d'omettre les guillemets entourant les mots "Moniteur belge". Cette observation vaut pour les articles 5 et 6.

4. Le texte néerlandais du projet n'a pas été rédigé soigneusement. Il contient plusieurs imprécisions et laisse à désirer en ce qui concerne la correction de la langue. Il devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp strekt ertoe de voorwaarden vast te stellen voor de erkenning van rijsscholen die het theoretische en praktische onderricht mogen geven, dat vereist is door de regelgeving betreffende het rijbewijs.

Luidens artikel 2 worden alle rijsscholen die voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden, alleen erkend "indien het algemeen belang het rechtvaardigt"; de erkenning kan hun dus geweigerd worden om redenen van algemeen belang. Dat geldt ook voor de vergunning bedoeld in artikel 4.

De artikelen 2 tot 4 van het ontworpen besluit zijn rechtstreeks gebaseerd op de artikelen 75 tot 77 van het koninklijk besluit van 6 mei 1988 betreffende de indeling van de voertuigen in categorieën, het rijbewijs, de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen en de voorwaarden voor erkenning van de scholen voor het besturen van motorvoertuigen, welke bepalingen dan weer overgenomen zijn uit het koninklijk besluit van 17 april 1968 tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorrijtuigen.

Deze bepalingen hebben in het verleden geen aanleiding gegeven tot opmerkingen vanwege de afdeling wetgeving van de Raad van State.

.../...

Er dient echter rekening te worden gehouden met een nieuw gegeven, nl. de rechtspraak die sindsdien door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen is opgebouwd met betrekking tot de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten.

De voorwaarde dat een voorafgaande erkenning vereist is en in voorkomend geval een vergunning, die alleen kan worden toegekend indien er sprake is van een duurzame vestiging, is op zich niet in strijd met het communautaire recht, aangezien ze gewettigd is door het belang van de verkeersveiligheid en de noodzaak om bijgevolg daadwerkelijk en doeltreffend toe te zien op de gereguleerde activiteit.

Deze voorwaarde is niet discriminerend aangezien ze zowel voor de nationale onderdanen als voor de onderdanen van de andere Lid-Statens van de Europese Unie geldt.

De vraag rijst echter of de territoriale indeling en de uiterst restrictieve voorwaarden waaronder de activiteit in het beschouwde territoriale gebied mag worden uitgeoefend - gedacht wordt inzonderheid aan artikel 4 van het ontworpen besluit - verenigbaar zijn met de nagestreefde doelstelling van algemeen belang en de noodzaak van toezicht. De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft daaromtrent twijfels en kan de indieners van het ontwerp alleen maar vragen om die kwestie opnieuw te onderzoeken in het licht van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen. Mochten deze territoriale beperkingen na afloop van dat nieuwe onderzoek behouden

.../...

blijven, dan dienen wel in het besluit zelf de criteria voor de selectie van de begunstigten te worden vastgesteld. Het spreekt vanzelf dat die criteria objectief, niet-discriminerend en adequaat moeten zijn.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 10

In het ontworpen artikel 10, 2°, worden de woorden van artikel 83, 3°, van het genoemde koninklijk besluit van 6 mei 1988 overgenomen, maar worden de woorden "de krijgsmacht en de rijkswacht inbegrepen", die in dat artikel staan (1), weggelaten.

De vraag rijst of het instellen van een onverenigbaarheid tussen een betrekking in een rijkschool en een functie van ambtenaar in dienst van de Staat om objectieve redenen gewettigd is (2), en zo ja, of het instellen van zulk een onverenigbaarheid voor de Rijksambtenaren, maar niet voor de leden van de krijgsmacht en de rijkswacht of voor de ambtenaren van andere overheidsinstanties (Gemeenschappen, Gewesten, provincies, gemeenten, autonome

(1) De aangehaalde woorden stonden al in artikel 10, 3°, van het genoemde koninklijk besluit van 17 april 1968.

(2) Wat dat betreft, is het nuttig te verwijzen naar het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten, waarin reeds een principieel cumulatieverbod wordt ingevoerd, waarvan echter kan worden afgeweken.

overheidsbedrijven, ...) geen discriminatie is die in strijd is met artikel 10 van de Grondwet.

Artikel 11

Aangezien de bepaling in punt 4º geen "voorwaarde" vormt, moet ze uit de opsomming worden weggelaten en in een afzonderlijk lid worden opgenomen.

Artikel 15

Onder voorbehoud van de hierna volgende opmerking over paragraaf 4, 2º, vierde lid, wordt voorgesteld paragraaf 4, 2º, eerste lid, als volgt te redigeren :

"2º de organen voor de bediening van de koppeling, van de bedrijfsreminrichting, van de noodreminrichting en van het gaspedaal alsook van de dimlichten, van de richtingaanwijzers en van de geluidshoorn moeten dubbel geïnstalleerd worden, zodanig dat leerling en instructeur ze ieder afzonderlijk kunnen bedienen, zonder dat de vereiste prestaties van die inrichtingen daardoor afnemen".

In paragraaf 4, 2º, vierde lid, is er sprake van een geluidssignaal dat aangeeft dat de instructeur "(de bediening van) het bedieningsorgaan van de bedrijfsreminrichting of van de koppeling (...) verhindert", terwijl in paragraaf 4, 2º, eerste lid, de beschreven apparatuur dient

.../...

om het mogelijk te maken dat "leerling en instructeur (...) [deze inrichtingen] afzonderlijk kunnen bedienen". De redactie van het eerste lid moet bijgevolg in overeenstemming worden gebracht met die van het vierde lid.

Artikel 17

De Franse tekst van paragraaf 1 bevat een misslag. Men schrijve "chargement" in plaats van "changement".

Artikel 20

In het eerste lid, 3°, ontbreekt het bepaald lidwoord. Men schrijve :

"3° de algemene kennis ...".

Artikel 30

Deze bepaling moet beginnen met de woorden "De kamers stellen ..." en niet "De examencommissies stellen ...", aangezien er slechts één examencommissie wordt ingesteld.

.../...

Artikel 33

In het eerste lid wordt de minister of diens gemachtigde een buitensporige bevoegdheid verleend, aangezien er niet in bepaald wordt welke instructies zij aan de rijsscholen kunnen geven en hoe ver deze kunnen gaan.

SLOTOPMERKINGEN

1. Voor het nummeren van hoofdstukken en afdelingen worden hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers gebruikt, behalve, wat de Franse tekst betreft, de eerste afdeling en het eerste hoofdstuk, waar "section première" en "chapitre premier" voor gebruikt worden.

2. Er is geen reden om een volledig hoofdstuk te wijden aan één enkel artikel, dat slechts drie definities bevat. Deze opmerking geldt voor hoofdstuk I, dat gewijd is aan de definities. Artikel 1 zou opgenomen kunnen worden in hoofdstuk II, dat dan hoofdstuk I wordt.

3. De aanhalingstekens voor en na de woorden "Belgisch Staatsblad" moeten vervallen. Deze opmerking geldt voor de artikelen 5 en 6.

.../...

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp is slordig gesteld. Hij bevat tal van onnauwkeurigheden en laat qua correct Nederlands te wensen over. De Nederlandse tekst zou herschreven moeten worden met inachtneming van het correcte taalgebruik, zoals dat bijvoorbeeld beschreven wordt in Correct taalgebruik van W. Penninckx en P. Buyse, uitgeverij UGA. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden hierna, bij wijze van voorbeeld, de volgende vormopmerkingen gemaakt :

Opschrift

Het opschrift van het ontwerp behoort als volgt te worden gesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen".

Aanhef

In het vierde lid van de aanhef schrijve men "van 6 november 1997" in plaats van "gegeven op 6 november 1997".

Artikel 1

In artikel 1 schrijve men "verkeersveiligheid" in plaats van "wegveiligheid", alsook "die welke" in plaats van "deze die", dat een gallicisme is.

.../...

Artikel 2

Het woord "voorzien" is in deze context een gallicisme dat vermeden zou moeten worden. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 2 "voorgeschreven in" in plaats van "voorzien in".

Artikel 3

In artikel 3, tweede lid, zou het beter zijn het in deze betekenis verouderde woord "bekomen" te vervangen door "verkrijgen". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In artikel 3, derde lid, schrijve men "voor één of meer van de volgende categorieën : ... of voor één of meer van de volgende subcategorieën : ...". Voorts gaat het in dit lid niet om "oprichtende" scholen, maar om "scholen die van het verband deel uitmaken".

Artikel 4

In artikel 4 schrijve men in het eerste lid : "kan vergunning krijgen om" in plaats van "kan ertoe gemachtigd worden", aangezien een machtiging betrekking heeft op een handeling die gewoonlijk gepaard gaat met het uitoefenen van gezag. Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp. In het tweede lid schrijve men "intermitterende bedrijvigheid" in plaats van "bedrijvigheid bij

.../...

tussenpozen". Deze opmerking geldt ook voor artikel 7, eerste lid. In het derde lid schrijve men "onder meer" in twee woorden. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 5

In artikel 5, § 1, tweede lid, dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Bij de aanvraag worden de volgende documenten gevoegd :".

Voorts schrijve men in punt 1° "... of waaruit blijkt dat de school aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden voldoet;".

In punt 2° schrijve men "bijlagen bij het Belgisch Staatsblad" in plaats van "bijlagen tot het Belgisch Staatsblad" en "de erin aangebrachte wijzigingen" in plaats van "de eraan toegebrachte wijzigingen". Punt 3° ten slotte behoort, naar analogie van artikel 5, § 2, eerste lid, als volgt te worden gesteld : "de gegevens op basis waarvan de vermoedelijke levensvatbaarheid van de school kan worden beoordeeld;".

In artikel 5, § 2, tweede lid, schrijve men "in gemeen overleg" in plaats van "in gezamenlijk akkoord".

.../...

Artikel 6

In artikel 6 schrijve men in het eerste lid "vermeldt" in plaats van "aanduidt".

Artikel 7

In het eerste lid schrijve men "per vaste of intermitterende bedrijfszetel" in plaats van "per bestendige bedrijfszetel of per zetel met bedrijvigheid bij tussenpozen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Het derde lid behoort als volgt te worden gesteld :
"Ze worden een eerste keer betaald voordat de school, de bedrijfszetel of het personeelslid waarop ze betrekking hebben, hun werkzaamheden starten, en vervolgens uiterlijk vijf dagen vóór 1 januari."

HOOFDSTUK IV

Het opschrift van Hoofdstuk IV behoort als volgt te luiden : "Erkenningsvoorwaarden".

Afdeling I

Het opschrift van Afdeling I behoort als volgt te luiden "Voorwaarden betreffende de personen".

.../...

Artikel 8

Het zou beter zijn artikel 8, tweede lid, als volgt te stellen :

"Personeel dat leiding geeft of onderricht verstrekt, treedt pas in dienst nadat aan de Minister of zijn gemachtigde het bewijs is overgelegd dat het voldoet aan de in dit besluit gestelde voorwaarden."

In artikel 8, derde lid, schrijve men "wijzigingen in de lijst" in plaats van "wijzigingen aan de lijst". Voorts schrijve men "hetzelfde geldt voor iedere gebeurtenis waardoor de leden van het personeel van de school onmogelijk hun functie verder kunnen uitoefenen of waardoor een onverenigbaarheid met die functie ontstaat."

Artikel 9

In artikel 9, § 1, eerste lid schrijve men in de inleidende zin "voorwaarden" in plaats van "eisen". In punt 1° schrijve men "van goed zedelijk gedrag zijn en een sociale positie bekleden" in plaats van "van goed gedrag en zeden zijn en in maatschappelijke omstandigheden verkeren". In punt 2° schrijve men "met toepassing van artikel 38" in plaats van "bij toepassing van artikel 38" en "van de wet betreffende ..." in plaats van "van wet betreffende ...".

.../...

In artikel 9, § 2, schrijve men in het eerste lid "van ten minste categorie B" in plaats van "van ten minste de categorie B". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp. In het tweede lid schrijve men "met toestemming van de Minister of zijn gemachtigde" in plaats van "mits toelating door de Minister of zijn gemachtigde". In het derde lid dient het woord "zijn" in "geldig zijn voor het besturen" geschrapt te worden. Aan het slot van het vierde lid schrijve men : "die zij leren besturen" in plaats van "waarvan zij het besturen onderrichten".

Artikel 11

In artikel 11, eerste lid, 3°, schrijve men "indien hij niet slaagt" in plaats van "in geval van mislukking". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Het opschrift van Afdeling II behoort als volgt te luiden : "Voorwaarden betreffende de scholen".

Artikel 12

In artikel 12, tweede lid, schrijve men "drankgelegenheid" in plaats van "drankslijterij", aangezien een "slijterij" een winkel is en geen tapperij (cf. Van Dale, GWNT), en in het vierde lid "verhuizing" in plaats van "verhuis", "pas" in plaats van "slechts", "plaatsvinden" in plaats van "gebeuren", "nadat is vastgesteld dat" in plaats van "nadat er werd vastgesteld dat" en "dat voldaan is aan" in plaats van "dat er voldaan is aan".

.../...

Artikel 13

In artikel 13, § 1, tweede lid, schrijve men "en ondertekent hij deze vermelding" in plaats van "en ondertekent deze vermelding".

In artikel 13, § 3, schrijve men in het eerste lid "alsook" in plaats van "evenals". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 13, § 4, tweede lid, behoort als volgt te worden gesteld : "In een kolom worden de data van (...) die door de leerling zijn afgelegd alsook de behaalde uitslag vermeld. Eén kolom is uitsluitend bestemd voor eventuele opmerkingen.".

In artikel 13, § 5, derde lid, schrijve men "als die welke vastgesteld is voor" in plaats van "als deze voorzien voor", "op verzoek van" in plaats van "op vraag van" en "in artikel 33, tweede lid" in plaats van "in artikel 33, § 2".

Artikel 14

In artikel 14, § 2, eerste lid, 1º, b), schrijve men "..., die op een horizontale weg" in plaats van "en dat op een horizontale weg" en "100 km/u" in plaats van "100 km/h". Deze opmerkingen gelden voor heel het ontwerp. In punt 2º schrijve men "een radio-inrichting" in plaats van "een radiodispositief".

.../...

Artikel 15

Artikel 15, § 1, eerste lid, is bijzonder slecht gesteld. In artikel 15, § 1, derde lid, schrijve men "van de categorieën A3 en A" in plaats van "van de categorie A3 en A" (deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp) en "mogen ingeschreven worden" in plaats van "kunnen ingeschreven zijn".

Artikel 15, § 3, tweede lid, behoort als volgt te worden gesteld :

"De naam of de firmanaam (...) van de school mogen ook, hetzij op het bord, hetzij op de zijkanten van het voertuig, worden aangebracht; de tekens gebruikt voor de andere opschriften dan "rijkschool" die op het bord worden aangebracht, mogen niet groter zijn dan de helft van de tekens van dit laatste opschrift."

In artikel 15, § 4, schrijve men in de inleidende zin "voorwaarden" in plaats van "eisen".

Artikel 17

Artikel 17, § 2, behoort als volgt te worden gesteld :

"§ 2. Alleen de scholen die daartoe speciaal door de Minister of diens gemachtigde zijn aangewezen, op vertoon van hun leerplan en van de attesten van (...) gevolgd, mogen les geven aan de kandidaten voor een leervergunning."

.../...

In artikel 17, § 3, schrijve men "bezorgen aan de Minister ... het schema van de in het leerplan voorgescreven lessen, ...".

Artikel 18

In artikel 18 schrijve men telkens "Brevet I", "Brevet II", enz. in plaats van "Het brevet I", "Het brevet II", enz. Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 24, tweede lid.

Artikel 24

In artikel 24, derde lid, schrijve men "De kandidaat die geslaagd is voor het examen genoemd in artikel 11, 1°" in plaats van "De kandidaat die slaagde voor het examen voorzien in artikel 11, 1°".

Artikel 26

Artikel 26 behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 26. Het brevet wordt uitgereikt door de in artikel 28 genoemde examencommissie en wordt ondertekend door de voorzitter van die commissie.".

.../...

Artikel 28

In artikel 28, vijfde lid, schrijve men "Zodra de leden" in plaats van "Van zodra de leden" en "een einde gemaakt" in plaats van "een einde gesteld".

Artikel 33

In het derde lid moet "op verzoek van" worden geschreven, in plaats van het gallicisme "op vraag van".

Artikel 35

In de Nederlandse tekst van de inleidende volzin ontbreekt het werkwoord "geven".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN